conseil. Ils sont de plus nommés à vie, et doivent être, à leur nomination, âgés d'au moins 30 ans, et avoir des propriétés valant \$4,000, déduction faite de toutes dettes. Dans la province de Québec, les sénateurs doivent résider ou avoir leurs propriétés dans les divisions électorales pour lesquelles ils sont nommés. Pour les autres provinces, les sénateurs doivent seulement résider dans et avoir leurs propriétés dans les provinces pour lesquelles ils sont nommés. Ils doivent aussi être sujets anglais de naissance ou par naturalisation.

Durant la session du parlement, le Sénat siège tous les jours, les samedis exceptés, à moins qu'il en soit ordonné autrement.

Le président du Sénat, qui doit être un sénateur, est nommé par le gouverneur général, sous le grand sceau du Canada. Quinze membres, le président compris, forment le quorum. Les questions soulevées dans le Sénat sont décidées par la majorité des voix, et dans tous les cas, le président a droit de vote ; quand les voix sont également divisées, la décision est considérée comme rendue dans la négative. Les membres du Sénat ou de la Chambre des Communes et des législatures provinciales, doivent, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter le serment d'allégeance. Un sénateur ne peut siéger à la Chambre des Communes ni dans aucune des chambres de la législature des différentes provinces, excepté dans le Conseil législatif de Québec. Tout bill peut originer au Sénat, excepté ceux ayant trait à l'appropriation d'une portion quelconque du revenu, ou à la collection de taxes ou impôts, alors l'action du Sénat doit se borner au rejet de tels bills, et tel rejet doit être causé par des circonstances extraordinaires. Le nombre actuel des sénateurs est de 81, répartis comme suit : Ontario, 24 ; Québec, 24 ; Nouvelle-Ecosse, 10 ; Nouveau-Brunswick, 10 ; Ile du Prince-Edouard, 4 ; Manitoba, 4 ; Colombie-Anglaise, 3, et 2 pour les Territoires du Nord-Ouest.

16. La Chambre des Communes, qui est élue par le peuple pour un terme de cinq ans, jouit des privilèges législatifs et exécutifs par le fait qu'un comité composé de ses membres gouverne le pays. Elle est aujourd'hui de 215 membres. Ce nombre est déterminé par les dispositions de l'Acte de la confédération et la représentation est rajustée après chaque recensement décennal par acte du parlement. Le nombre 65 est fixé pour la province de Québec et les autres provinces sont représentées suivant la proportion de leur population constatée à chaque recensement, et d'après ce que le nombre 65 serait à la population de la province de Québec ainsi constatée. La Colombie-Anglaise, d'après les termes de son admission dans la Confédération, ne devra jamais avoir moins de six représentants. Le recensement de 1891 ayant été fait, un rajustement de la représentation est devenu nécessaire, et un acte en ce sens a été passé durant la session de 1892, qui prendra force après les prochaines élections générales.